

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Québec : mise à jour économique et budgétaire 2019

L'économie continue d'affecter très favorablement les finances publiques

FAITS SAILLANTS

- ▶ La vitalité de l'économie procure une marge de manœuvre financière additionnelle au gouvernement du Québec.
- ▶ Le surplus budgétaire est révisé à la hausse, principalement pour les exercices 2018-2019 et 2019-2020.
- ▶ Les nouvelles mesures annoncées aujourd'hui touchent surtout les familles, avec une bonification complète de l'Allocation famille et l'abolition immédiate de la contribution additionnelle pour la garde d'enfants.
- ▶ L'importance relative de la dette de la province continuera de diminuer au cours des prochaines années et l'Ontario pourrait ainsi prendre la deuxième place qu'occupe le Québec au chapitre de l'endettement au pays.

Une marge de manœuvre financière encore plus grande

Le Québec a le vent dans les voiles depuis quelques années. La croissance économique est robuste et elle devrait dépasser la moyenne nationale pour une deuxième année consécutive en 2019. Le marché du travail est vigoureux et le taux de chômage est descendu à un creux historique. Cette bonne tenue de l'économie québécoise a évidemment des répercussions positives sur les finances du gouvernement du Québec.

Selon les résultats finaux de l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2019, le surplus du gouvernement provincial s'est élevé à 4,8 G\$ durant la période, un montant plus élevé que les 2,5 G\$ estimés dans le dernier budget. Pour l'exercice 2019-2020, le gouvernement du Québec dispose maintenant d'environ 2,3 G\$ de plus que ce qui était prévu dans le budget de mars dernier. Quant aux exercices 2020-2021 et 2021-2022, les sommes additionnelles s'élèvent à près de 975 M\$ pour chacune des périodes.

Le surplus budgétaire dégagé en 2018-2019, soit 4,8 G\$, est alloué directement à la réserve de stabilisation qui s'élève maintenant à 12,0 G\$. Rappelons que cette réserve est comptabilisée en vertu de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. Elle n'est toutefois pas constituée d'argent sonnante puisqu'en réalité, ces sommes sont utilisées chaque année pour réduire la dette du gouvernement sur les marchés.

Pour les exercices 2019-2020 à 2021-2022, les sommes additionnelles découlant de la bonne performance du Québec seront presque entièrement consacrées à de nouvelles mesures, soit celles annoncées dans la mise à jour d'aujourd'hui ainsi que celles déjà mentionnées au cours des derniers mois.

Cela dit, le gouvernement du Québec ne semble pas avoir complètement épuisé sa marge de manœuvre financière. Les projections présentées aujourd'hui prévoient un surplus budgétaire de 1,4 G\$ pour l'exercice en cours. De plus, si jamais l'économie du Québec continue de surprendre avec des résultats supérieurs aux attentes, la marge de manœuvre pourrait être encore plus importante.

En ce qui concerne l'endettement du gouvernement du Québec, la dette représentant les déficits accumulés continuera de diminuer au cours des prochains exercices. Du côté de la dette brute (qui inclut notamment les investissements en infrastructures), sa progression devrait conserver un rythme inférieur à celle de l'économie. Ainsi, le ratio de la dette brute par rapport au PIB continuera à décroître dans les années à venir.

Le même constat s'applique à la dette nette et son ratio par rapport au PIB pourrait passer de 39,7 % au 31 mars 2019 à 34,2 % au 31 mars 2024. En comparaison, les nouvelles projections budgétaires publiées hier par le gouvernement de l'Ontario prévoient que le ratio de la dette nette de cette

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Benoit P. Durocher, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

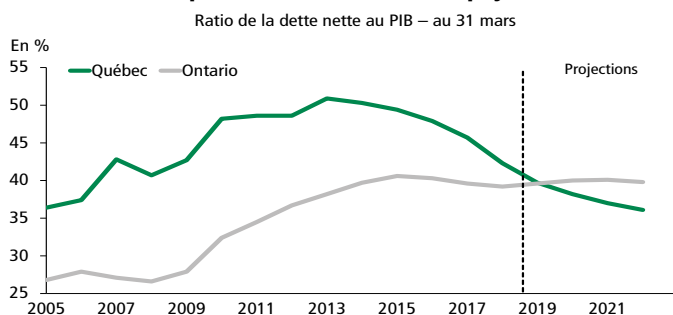
NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2019, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

TABLEAU 1
Sommaire des opérations

EN M\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	RÉEL	PROJECTIONS				
	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Revenus autonomes	91 626	91 938	94 559	97 832	101 072	104 469
Variation (%)	6,6	0,3	2,9	3,5	3,3	3,4
Transferts fédéraux	23 120	25 436	25 333	25 683	26 032	26 184
Variation (%)	2,8	10,0	-0,4	1,4	1,4	0,6
Revenus budgétaires totaux	114 746	117 374	119 892	123 515	127 104	130 653
Variation (%)	5,9	2,3	2,1	3,0	2,9	2,8
Dépenses de programmes	-97 744	-105 462	-108 491	-111 427	-114 773	-118 288
Variation (%)	3,7	7,9	2,9	2,7	3,0	3,1
Frais de la dette	-8 722	-7 741	-8 463	-8 834	-8 754	-8 477
Variation (%)	-5,4	-11,2	9,3	4,4	-0,9	-3,2
Provisions pour éventualités	---	-100	-100	-100	-100	-100
Solde	8 280	4 071	2 838	3 154	3 477	3 788
Fonds des générations	-3 477	-2 671	-2 738	-3 054	-3 377	-3 688
Solde budgétaire au sens de la Loi	4 803	1 400	100	100	100	100
Dette brute	199 098	201 331	204 131	207 231	211 082	213 597
Variation (%)	-1,0	1,1	1,4	1,5	1,9	1,2
En % du PIB	45,8	44,6	43,5	42,9	42,4	41,6
Dette représentant les déficits cumulés	100 448	96 377	93 539	90 385	86 908	83 120
Variation (%)	-6,5	-4,1	-2,9	-3,4	-3,8	-4,4
En % du PIB	23,1	21,3	19,9	18,7	17,4	16,2

Source : Ministère des Finances du Québec

province pourrait s'accroître légèrement au cours des prochaines années pour atteindre 40,1 % au 31 mars 2021. C'est donc dire que le Québec pourrait perdre prochainement sa place à titre de deuxième province la plus endettée (derrière Terre-Neuve-et-Labrador) et être remplacée par l'Ontario.

GRAPHIQUE
L'Ontario pourrait bientôt prendre la deuxième place qu'occupe le Québec au chapitre de l'endettement au pays


Sources : Ministère des Finances du Québec, Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

Des mesures ciblées pour les familles

La mise à jour budgétaire présentée aujourd'hui comporte plusieurs mesures. Certaines d'entre elles avaient toutefois déjà été annoncées par le gouvernement du Québec au cours des derniers mois. Du côté des nouvelles initiatives introduites aujourd'hui, elles ciblent principalement les familles :

- ▶ Bonification complète de l'Allocation famille :
 - Dès janvier prochain, soit deux ans plus tôt que prévu, l'Allocation famille sera de nouveau relevée.
 - Pour chaque enfant mineur (peu importe son rang au sein de la famille), le montant maximal sera de 2 515 \$ et le montant minimal sera de 1 000 \$.
- ▶ Abolition immédiate de la contribution additionnelle pour la garde d'enfants en service de garde subventionné :
 - Le gouvernement abolira la contribution additionnelle pour la garde d'enfants, et ce, rétroactivement au 1^{er} janvier 2019. Les parents n'auront plus de contribution additionnelle à payer lors de la production de leur prochaine déclaration de revenus.
 - Tous les parents paieront un tarif quotidien réduit unique de 8,25 \$ par enfant en 2019.

TABLEAU 2
Perspectives économiques

VARIATION EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	2018	2019p	2020p
PIB réel¹			
Prévisions du ministère des Finances	2,5	2,4	1,8
Prévisions de Desjardins	2,5	2,6	1,7
PIB nominal			
Prévisions du ministère des Finances	4,2	3,9	3,8
Prévisions de Desjardins	4,8	5,0	3,9
Déflateur du PIB¹			
Prévisions du ministère des Finances	1,7	1,4	2,0
Prévisions de Desjardins	2,3	2,4	2,2
Mises en chantier (taux annualisé en milliers d'unités)			
Prévisions du ministère des Finances	46,9	51,4	47,4
Prévisions de Desjardins	46,9	48,5	46,0
Prix à la consommation			
Prévisions du ministère des Finances	1,7	2,2	2,2
Prévisions de Desjardins	1,7	1,9	1,6
Création d'emplois (moyenne annuelle en milliers)			
Prévisions du ministère des Finances	38,9	80,0	38,8
Prévisions de Desjardins	38,9	80,0	50,0
Taux de chômage (moyenne annuelle en %)			
Prévisions du ministère des Finances	5,5	5,0	4,9
Prévisions de Desjardins	5,5	4,9	4,5
Bons du Trésor – 3 mois (moyenne annuelle en %)			
Prévisions du ministère des Finances	1,4	1,6	1,5
Prévisions de Desjardins	1,4	1,7	1,7
Obligations fédérales – 10 ans (moyenne annuelle en %)			
Prévisions du ministère des Finances	2,3	1,5	1,6
Prévisions de Desjardins	2,3	1,6	1,6
Taux de change (moyenne annuelle en \$ US)			
Prévisions du ministère des Finances	0,77	0,75	0,77
Prévisions de Desjardins	0,77	0,75	0,76

p : prévisions; ¹ En raison de l'arrondissement, la somme du PIB réel et du déflateur du PIB ne correspond pas exactement au PIB nominal.
 Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

La prudence reste de mise

Considérant la marge de manœuvre financière dont dispose le gouvernement du Québec, il aurait été facile d'introduire aujourd'hui plusieurs nouvelles dépenses budgétaires. Dans ce contexte, la prudence du gouvernement, avec une approche mettant l'accent sur des mesures ciblées, est digne de mention.

N'oublions pas que le Québec demeure l'une des provinces les plus endettées malgré l'amélioration des dernières années. Il apparaît donc opportun de profiter des belles années et de la bonne performance économique du Québec pour réduire le poids de son endettement grâce au Fonds des générations, à la réserve de stabilisation et aux surplus budgétaires.

De plus, même si les prévisions économiques pour le Québec restent relativement favorables, les incertitudes sont très élevées en raison de la situation mondiale, notamment avec les tensions commerciales qui freinent nos exportations et qui rendent les entreprises hésitantes à investir. Or, les projections budgétaires présentées aujourd'hui démontrent que le Québec est assez bien outillé pour affronter une éventuelle détérioration des conditions économiques.